



M. Benoit Loutrel

Directeur Général

ARCEP

7, Square Max Hymans

75730 Paris cedex 15

Saint Martin, le 28 février 2013

Objet : Contribution de Dauphin Telecom à la consultation publique.

Projet de décision, de prolongation de la décision n°2010-0402- Bilan et perspectives

Monsieur le Directeur Général,

Nous avons bien reçu le projet d'analyse de vos services, et nous vous remercions d' avoir finalement pris en compte le cas spécifique des collectivités d'outre-mer isolées

La présente synthèse constitue, avec les commentaires détaillés figurant dans le document ci-joint, la contribution publique de Dauphin Telecom à la consultation publique.

Le document joint est accompagné d'annexes confidentielles. Nous demandons que ces annexes soient couvertes par le secret des affaires.

Nous sommes heureux de constater la clairvoyance de l'Autorité sur certains points :

S'agissant des circuits interurbains interterritoriaux, utilisés principalement pour le raccordement de collectivités d'outre-mer isolées, l'Autorité n'a pas observé d'évolution du marché susceptible de nécessiter, d'ici au 1^{er} juillet 2014, une modification du cadre défini dans la décision n° 2010-0402.

En effet force est de constater qu'en 2010 le tarif du Mbps était de 110€ et à ce jour il est toujours de 110€, nous n'avons donc pas observé d'évolution.

Toutefois, la réalité sur le marché de la capacité en outremer en tant qu'opérateur alternatif est selon nous la suivante :

- Le marché des services de capacités est entièrement dominé par France Telecom et GCN qui abusent de leurs positions vis-à-vis des opérateurs tiers.

Dauphin telecom-confidentiel

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h

12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34

Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48

Hotline Technique : 0809 139 555 - www.dauphintelecom.com

Licence opérateur fixe et mobile L 33.1 et L 34.1 accordée par arrêté ministériel du 19/10/1998 - SAS au capital de 502 927,30 euros - RCS B419 964 010 Basse-Terre



- Leurs tarifs sont quasiment identiques et très supérieurs aux valeurs du marché caribéen soit de 110€/Mbps au lieu de 24\$US/Mbps.
- Ce sont tous deux des opérateurs intégrés dont les filiales sont présentes sur l'ensemble des marchés de détail avec des parts de marchés significatives.
- Ils utilisent l'accès au complément terrestre comme barrière à l'entrée des marchés ultramarins français.

Cette réalité devrait selon nous conduire l'ARCEP à des conclusions bien différentes de celles proposées dans le document soumis à consultation, qui n'a de portée pratique que pour la seule liaison entre Saint Barthélemy et Saint Martin et laisse entière la problématique des services de capacités, et donc du développement du haut débit des territoires des Antilles

2 Il n'a pas de jeu concurrentiel, ni à Saint Barthélemy, ni à Saint Martin, ni en Guadeloupe, ni en Martinique, ni en Guyane

Pour Saint Barthélemy, l'analyse conduit à juste titre à constater le monopole de GCN et lui imposer, notamment, d'orienter ses tarifs vers ses coûts : cette obligation nous paraît justifiée sous réserve qu'elle (i) s'entende des coûts incluant les subventions publiques et (ii) s'accompagne d'une méthode de comptabilisation des coûts économique et connue à l'avance.

Force est de constater que malgré cette décision de l'ARCEP, le catalogue de GCN n'a pas changé.

En revanche, le document présente une analyse inexacte de la situation à Saint Martin, en Guadeloupe, Martinique et Guyane car elle repose sur une approche consistant à résumer la situation concurrentielle au nombre de câbles atterrissant sur chaque île, en occultant les spécificités techniques des câbles, leurs destinations et les problématiques tarifaires.

La situation est plus complexe.

- Sur le câble EFCS, les prix de France Télécom sont excessifs et les autres co-investisseurs du câble ECFS ne peuvent avoir d'offre compétitive compte tenu des obstacles techniques et de délai à coordonner leur service de capacité avec les compléments terrestres de France Télécom ;
A cet égard, Dauphin Telecom demande que l'ARCEP régule les compléments terrestres de France Telecom afin que les autres opérateurs du consortium ayant accès à l'ECFS (ATT, Cable & Wireless, Sprint, UTS...etc.) puissent faire des offres compétitives et alternatives sur les marchés de Saint Martin, Guadeloupe, Martinique et Guyane.
Malgré de récents efforts (CIDOM) il nous faudra attendre 12 semaines pour la livraison de notre prochaine commande chez Orange.
- Sur le câble GCN, les tarifs pratiqués sont bien au dessus des tarifs du marché.
A cet égard, Dauphin Telecom demande que l'ARCEP vérifie en détail la construction des

Dauphin telecom-confidentiel

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h
12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34
Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48
Hotline Technique : 0809 139 555 - www.dauphintelecom.com



coûts de GCN afin de pouvoir comprendre comment un opérateur subventionné à 75% peut avoir des tarifs 3 fois plus chers pour atteindre Porto Rico que ceux disponibles à Porto Rico de la part d'opérateurs non subventionnés.

Il est donc incompréhensible pour Dauphin Telecom que l'on puisse estimer, comme le fait le document soumis à consultation, qu'il existe un jeu concurrentiel à Saint-Martin, en Guadeloupe et en Martinique : les opérateurs des deux câbles (GCN et EFCS) qui donnent accès aux grands nœuds IP pratiquent des prix pratiquement identiques et environ trois fois (110 euros versus 24 dollars) supérieurs à ceux des opérateurs de la zone Caraïbe.

Les marchés de Saint Martin, de la Guadeloupe et de la Martinique sont pertinents pour une régulation ex ante :

- il n'y a évidemment aucune incitation à investir alors que le câble GCN a été subventionné à 75% et qu'en son temps l'investissement de France Télécom dans le câble ECFS avait lui aussi bénéficié de fonds publics ;
- GCN et France Télécom n'ont à l'évidence aucune incitation à baisser leur prix sans pression réglementaire ;
- Les opérateurs de proximité doivent connaître à l'avance les conditions tarifaires d'accès aux capacités pour s'engager comme les pouvoirs publics le leur demandent dans le très haut débit : cette responsabilité est celle du régulateur sectoriel, indépendamment de toute saisine de l'Autorité de concurrence.

3- On ne peut demander aux opérateurs alternatifs de participer au schéma d'aménagement numérique sans assurer simultanément une régulation tarifaire ex ante des services de capacités.

Enfin, nous souhaitons vous faire part de notre incompréhension face à un double langage qui ne peut plus durer et il convient à notre sens d'assurer un minimum de cohérence dans l'action publique.

Depuis plus de cinq ans l'Etat et ses représentants : préfetures, Régions, Collectivités, ARCEP nous demandent avec insistance de participer activement au schéma d'aménagement numérique des Territoires Ultramarins tout en n'ayant aucune action concrète sur les marchés de capacité et en confortant les opérateurs de câbles sous-marins dans leur abus.

Plus précisément, il n'est rentable pour aucun opérateur, d'investir massivement financièrement et humainement dans le déploiement du très haut débit en fibre jusqu'à l'abonné si les coûts de capacité ne sont pas encadrés. Un simple exemple le démontre.

Nous devons acheter un débit de 155 Mbit/s au prix de 110 euros le Mbit/s/mois soit : 13 950€/mois. Si nous proposons 100 Mbit/s à nos abonnés, nous pouvons difficilement raccorder plus de cent abonnés sur cette capacité. Le prix de revient pour un abonné est de 139,50€/mois.

Un tel service est, à l'évidence, absolument invendable

Dauphin telecom-confidentiel

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h

12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34

Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48

Hotline Technique : 0809 139 555 - www.dauphintelecom.com



C'est pourquoi il est tout à fait déplacé dans ces conditions de demander une participation au schéma d'aménagement numérique sans assurer simultanément une régulation tarifaire ex ante des services de capacités.

En tant qu'opérateur de proximité, nous avons conscience qu'une seconde fracture numérique sur les territoires ultramarins est inévitable si aucune action n'est menée rapidement par l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence pour réguler les services de capacité.

Par conséquent, nous demandons à l'ARCEP d'organiser une baisse des tarifs de capacité qui accompagne le schéma d'aménagement numérique pendant toute la période, en imposant l'orientation vers les coûts des tarifs des opérateurs des câbles donnant accès aux grands nœuds d'échange - GCN et France Télécom.

Dauphin Telecom est pour sa part prêt à s'engager sur une tarification compétitive des services qu'il pourrait proposer à l'avenir sur son câble SMPR1.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile.

Par ailleurs, nous réitérons notre invitation pour que l'un des deux Comité DOM de cette année se déroule aux Antilles et plus particulièrement à Saint Martin ou Saint Barthélemy.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Eve Riboud Gomes

Directrice Générale

A stylized, handwritten signature in dark ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.